

# ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Dynamiques européennes: les nouveaux enjeux des politiques culturelles.

Analyse sur base d'une note de lecture.

Par Raymond Weber, président de l'Association Marcel Hicter.

DECEMBRE 2013

# Dynamiques européennes : les nouveaux enjeux des politiques culturelles.

Analyse sur base d'une note de lecture.

Par Raymond Weber, président de l'Association Marcel Hicter.

Ces dernières années, la détermination des politiques culturelles en Fédération Wallonie Bruxelles suscite d'intenses discussions. L'observation de l'évolution des politiques culturelles européennes apporte des éléments utiles pour nourrir ce débat nécessaire.

Pour célébrer ses vingt ans, l'Observatoire des politiques culturelles (OPC) de Grenoble a organisé, en mai 2009 un important colloque, principalement destiné aux jeunes chercheurs et intitulé « Culture, territoires et sociétés en Europe ». Ce sont les actes de ce colloque qu'ont édités, il y a quelque temps, les Éditions La Découverte, dans la collection « Recherches/Territoires du politique »<sup>1</sup>. Ce volume, fort de presque 400 pages, réunit vingt contributions et trente-six chercheurs et fait le point sur quelques grands enjeux des politiques culturelles d'aujourd'hui.

Selon les deux directeurs de la publication, le champ artistique et culturel est aujourd'hui marqué par des transformations majeures. La globalisation, l'impact des technologies de la communication sur la production, la diffusion ou la « consommation » de la culture, l'élargissement et l'hybridation des formes artistiques, la variété des enjeux associés au thème de la diversité culturelle sont autant de défis pour la décision, l'action et la recherche. Comment ces changements résonnent-ils à travers les rapports entre culture, territoires et société en Europe ?

La **question métropolitaine** pose le problème de l'intégration de la dimension culturelle dans le projet urbain. La montée en puissance des pouvoirs locaux métropolitains, le développement de nouvelles formes d'intervention artistique et culturelle dans les villes européennes, la mobilisation de la culture dans leur promotion ainsi que dans l'élaboration des projets urbains sont autant de signaux qui conduisent à interroger les transformations du fait culturel dans les métropoles européennes. Quelles sont les évolutions en jeu à cet égard ?

**L'europanisation des dynamiques territoriales** s'affirme de plus en plus dans une tension entre globalisation et valorisation des particularités locales. Qu'est-ce que les dynamiques territoriales à l'œuvre en Europe ont en commun du point des valeurs et des pratiques ? Comment la culture prend-elle place dans ce contexte ? Si des mouvements coopératifs se développent du local à l'Europe, n'est-ce pas plutôt l'esprit de compétition, avec la culture comme otage, qui tend à régir les rapports entre territoires ?

Une autre tendance lourde marque la production artistique et culturelle, celle du **développement des technologies et des industries culturelles** et parallèlement de modèles économiques dominés par la logique du marché. Dans ce contexte, quelles sont les régulations possibles ? Comment les différents niveaux d'action, société civile comprise, peuvent-ils y contribuer ?

Deux textes ouvrent le volume. Jean-Pierre Saez, souligne notamment l'importance de la liaison entre artistes, politiques, chercheurs et citoyens, et la nécessaire appropriation des travaux de recherche culturelle, notamment par les décideurs politiques, afin d'alimenter les réflexions sur l'avenir des politiques culturelles. Il s'agit, pour le directeur de l'OPC, de poser la question de l'utilité, de la nécessité et de l'usage de la recherche culturelle dans la décision publique, dans l'action professionnelle, ainsi que dans le débat citoyen :

*« Dans le domaine culturel, la recherche en sciences humaines et sociales est un instrument incomparable de compréhension et, plus encore, une réserve de sens.*

*Point d'appui pour reformuler des objectifs, elle a aussi cette faculté de contribuer à la mise en perspective des situations qu'elle explore et d'ouvrir nos horizons de pensée et de coopération, du plan local au plan international».*

Guy Saez, directeur de recherche CNRS à l'UMR Pacte et professeur à l'IEP de Grenoble, dans un texte sur «le tournant métropolitain des politiques culturelles», souligne quelques-uns des enjeux qu'il considère comme importants :

- la référence désormais dominante à la diversité culturelle et au multiculturalisme et à l'interculturalité. Le dialogue interculturel, qui suppose une société déjà multiculturelle, mais bloquée, est promu, notamment par le Conseil de l'Europe, l'UNESCO et l'Union Européenne, comme la passerelle qui permettra de surmonter « une diversité enfermante » et une société de différences, mais sans communication ;
- le déplacement de l'autorité culturelle et une «refondation» des politiques culturelles autour des industries créatives et de la régulation du numérique. Ce que l'on pourrait nommer, à la suite de Charles Taylor, comme un « tournant expressiviste » autour du web et de ses outils qui alimentent une tendance à la « désintermédiation » de l'action culturelle ;
- le déplacement du modèle d'action publique vers la gouvernance territoriale. L'Etat n'est plus seul dans ses rôles de régulateur et d'animateur de la coopération, mais peut développer des fonctions de pilotage et d'évaluation de l'action publique, en visant à en faire le garant d'une certaine qualité culturelle. Il devient «Etat qualitatif», garant ultime des valeurs d'exigence et d'excellence.

A signaler plus particulièrement dans cet article, en plus des références bibliographiques très étendues, la réflexion de l'auteur sur « les politiques culturelles recomposées: partenariat, transversalité, territorialisation ».

Pour Guy Saez, entre hybridations et convergences, on peut montrer que la recombinaison des modes d'interventions publiques dans le domaine culturel entraîne une série de tensions toujours à l'œuvre entre des conceptions différentes de l'action publique. Ces tensions impliquent des dynamiques

différenciées (intensités, temporalités, acceptabilités) entre les différents champs :

- les tensions entre le global et le local. Aujourd'hui, il faut penser la « société interterritoriale » comme l'articulation du global et du local qui permet de dégager une nouvelle gouvernance ;
- entre le public et le privé. Il convient ici, selon l'auteur, de problématiser les relations public/privé à l'écart des constructions idéologiques du passé. Ainsi, dans une société pleinement dans l'économie de marché, la culture, si elle est pleinement dans la société, ne peut être hors marché ;
- entre autonomie et hétéronomie. Le développement durable, nouveau mantra des politiques culturelles, en intégrant les dimensions écologiques, sociales et culturelles dans un même mouvement, met fin à l'autonomie de fonctionnement de la sphère culturelle et contribue à légitimer une transversalité généralisée, qui n'est pas sans provoquer des inquiétudes concernant notre « sécurité culturelle » ;
- entre gouvernement et gouvernance. Etroitement liée à la transition interterritoriale, la « nouvelle action publique » s'impose peu à peu, sinon dans la réalité, du moins dans son vocabulaire : refus d'une action publique fondée sur le commandement, la hiérarchie, la norme imposée ; plébiscite de la négociation, du contrat et du réseau. Sur le plan fonctionnel, on privilégie le travail partenarial en réseau, la coordination pour plus de transversalité, la territorialisation. Sur le plan normatif, on recherche une plus large participation des intéressés (*stakeholders*), la comparaison (*benchmarking*), la diffusion des « bonnes pratiques ». La flexibilité, le dialogue, le contrat, les modes d'apprentissages collectifs, les savoirs partagés font aujourd'hui partie de la panoplie des instruments de gouvernance les plus utilisés ;
- « le modèle culturel métropolitain », avec la ville créative, la ville civique et participative, ainsi que la ville globale et interculturelle. L'auteur reprend ici une citation du programme *The Intercultural Cities* (Conseil de l'Europe) :

*« La cité interculturelle façonne ses politiques éducative, sociale, du logement, de l'emploi, de la culture et toutes politiques connexes, ainsi que ses lieux publics, afin de permettre à des populations d'origines différentes de*

*sympathiser, d'échanger et d'interagir pour le bien de tous. Les structures et mécanismes de la consultation publique, le débat et la prise de décision sont représentatifs du mélange culturel de la communauté et permettent de traiter la question de la différence culturelle. La cité interculturelle n'évite pas le conflit culturel, mais l'accepte et développe les moyens de le gérer».*

Pour Guy Saez, le modèle culturel métropolitain n'a pas de prétention normative, mais permet non seulement de « rendre compte *tendanciellement* des interactions d'une socialité urbaine faite de flexibilité, de mobilité, d'imagination, de singularité, d'échanges et d'implication personnelle, (mais) également de montrer critiquement les tensions, les antagonismes, les discontinuités, les ségrégations et segmentations toujours à l'œuvre ».

La première partie du livre, sur les «**métropolisations**», porte sur le renforcement actuel du lien, dans plusieurs pays d'Europe et en partie sous l'influence de l'Union européenne, entre la « métropolisation des systèmes urbains » et la mise en oeuvre des politiques culturelles : soutien à la création, diffusion des équipements, instruments de développement local des territoires, etc.

Plusieurs arguments (ou illustrations) sont convoqués. Tout d'abord, Stephen Sawyer et Terry N. Clark cherchent à évaluer comment les « ambiances urbaines » influent sur la manière dont la ville est vécue, sur les représentations, tout comme sur les modes de consommation culturelle qu'elles suscitent. Ils défendent l'idée que la « culture des métropoles » est certes liée à leur niveau d'équipement culturel, mais qu'elle est aussi produite par « la conjonction de différents modes de consommation culturelle » (p. 92) ; la politique culturelle serait ainsi une réponse possible à la « crise de la démocratie » (et en particulier « de la participation »), en invitant à de nouvelles formes d'interaction entre les citoyens, la culture et la politique.

Dans le même ordre d'idées, Charles Ambrosino et Vincent Guillon, qui examinent le succès de la « ville créative » à partir d'enquêtes menées en France (Lyon et Lille) et en Grand-Bretagne (Londres et Birmingham), affirment que les décideurs locaux

appuient les stratégies de développement culturel des territoires sur des modèles illustrant les trois « mondes » de la « ville créative » : le gouvernement, la consommation et la production.

Daniel Paul i Agusti, en s'appuyant sur l'analyse de la politique culturelle menée dans onze villes d'Europe, note que le très faible travail de communication mené par les institutions culturelles conduit à une « faible capacité d'influence de celles-ci sur l'image des villes » : peu de dialogue avec les autres institutions, peu de liens avec le public, etc.

Les deux contributions suivantes délaissent la question de l'image pour s'intéresser aux dimensions concrètes du développement : Olivier Moeschler et Olivier Thévenin analysent la manière dont la culture est mobilisée comme outil de développement territorial dans trois villes européennes (Fribourg-en-Brisgau, Lausanne, Besançon) ; Lionel Arnaud, en s'inspirant notamment du carnaval de Notting Hill et de la Biennale de la danse de Lyon, observe quant à lui la « reconversion » de pratiques de développement par des militants culturels (festivals, hip hop) et par les politiques en « entreprises de développement (durable) par la culture » (p. 134), notamment d'un point de vue économique.

Pour clore cette première partie, Radu Sagaeta, Bianca Mitrica et Ines Grigorescu, pour qui la métropolisation est aussi une affaire d'urbanisme et d'architecture, s'intéressent à la façon dont l'architecture détermine la physionomie d'une ville. Ils défendent l'idée selon laquelle les villes constituent les interfaces principales de la mondialisation culturelle, caractérisée par « ce phénomène majeur de la postmodernité : la culture globale » (p. 147).

La deuxième partie, sur « **européanisation et dynamiques territoriales** », interroge à des échelles et des degrés divers les effets de l'européanisation sur les politiques culturelles menées sur divers territoires. Qu'est-ce que les dynamiques territoriales à l'œuvre en Europe ont en commun du point des valeurs et des pratiques ? Que produisent-elles de commun ? Génèrent-elles plus d'Europe ?

Laura Pierantoni et Margaret Tali analysent ainsi « la course aux musées » d'art contemporain dans le processus de reconstruction des villes d'Europe de

l'Est dans le contexte postsoviétique, en mettant notamment l'accent sur la compétition que se livrent les villes par ce biais (chacune souhaitant être reconnue comme un lieu central pour l'art contemporain).

Cécile Bando et Gaëlle Crenn prolongent ce questionnement sur la concurrence entre les villes par le biais de la culture en questionnant les effets attendus de l'obtention du label « Capitale européenne ». Ils prennent comme exemple le Luxembourg et la Grande Région (2007), incluant la Lorraine, la Sarre, la Rhénanie-Palatinat et la Wallonie). Le défi qui y était posé était de savoir comment passer d'une identité institutionnelle faible à un référentiel commun par le biais de l'action culturelle.

Leur analyse rejoint celle produite par Mathieu Giroud et Vincent Veschambre un peu plus loin dans l'ouvrage : ils montrent plus précisément comment les villes candidates pour l'obtention du label «Capitale européenne de la culture» doivent paradoxalement, pour l'emporter, entrer en compétition et se singulariser tout en promouvant des valeurs collectives de solidarité censées représenter l'Europe politique et culturelle en construction.

Partant de l'articulation classique entre globalisation et glocalisation, Davide Ponzini analyse ensuite les «nouveaux» instruments de l'action publique culturelle en matière de politique patrimoniale en Italie : le patrimoine y devient un terrain de coopération et de tension entre les secteurs public et privé.

C'est sous l'angle des échanges culturels entre pays européens et de la question de l'identité des territoires que Cyrille Planson analyse les dynamiques de coopération, plus ou moins organisées institutionnellement, dans le secteur du théâtre « Jeune public » en Europe et que Thomas Perrin interroge les projets culturels développés dans le cadre des organisations de coopération transfrontalières.

Les contributions qui ferment ce chapitre traitent, de manière complémentaire, la problématique du développement au sens « culturel » du terme. Jean-Bernard Caster montre comment les grands événements, comme les expositions universelles et internationales, sont instrumentalisés au service du

développement du territoire, et cela dans toutes les métropoles européennes.

Isabelle Brioso évoque la question des sites du patrimoine mondial comme vecteurs d'une interculturelité qui peut être le support d'une médiation culturelle, potentiellement à même de créer du lien entre les publics, et donc entre les territoires.

Silvia Mazzucotelli Salice analyse enfin les effets de l'utilisation d'oeuvres d'art dans un contexte de rénovation urbaine caractérisée par une volonté de développement de la démocratie participative.

La troisième et dernière partie, sur les « **régulations économiques et technologiques** », réunit des textes portant sur la contribution du secteur culturel à la constitution de ce qui est présenté comme une forme nouvelle d'économie : « l'économie créative ». Comment le développement des industries culturelles et le poids croissant du marché peuvent-ils composer avec les exigences de durabilité, de lien social, d'accès à la citoyenneté, de diversité culturelle et de dialogue interculturel, de l'échelon local aux niveaux européen et international ?

Vesna Copic et Mirt Komel questionnent les rapports entre idéologie néolibérale et politique culturelle, en particulier l'instrumentalisation de la politique culturelle à des fins économiques (et parfois sociales), tout en laissant de côté les objectifs proprement culturels ; les auteurs lient cet abandon de la référence à la valeur intrinsèque de la culture à l'émergence, dans les années quatre-vingt, du paradigme managérial caractéristique du néolibéralisme.

Marco Antonio Chavez Aguayo s'intéresse à la démocratisation de la créativité. Il porte son regard sur les usages artistiques et culturels des technologies de l'information et de la communication, en particulier des espaces virtuels (*Second Life*) ; il observe ainsi la dématérialisation des pratiques (expositions et concerts par exemple) et la manière dont celles-ci donnent lieu à des revenus bien réels pour les artistes, tout en posant quelques problèmes en termes de propriété intellectuelle par exemple.

On retrouve cette problématique de l'évolution du droit d'auteurs face au développement du numérique dans le chapitre rédigé par Plamena

Popova. Partant d'un raisonnement original, l'auteure décèle une analogie entre les processus créatifs conduisant à l'élaboration d'une œuvre architecturale ou d'un logiciel informatique.

Bruno Lusso étudie la déconcentration d'activités artistiques relevant de la « filière de l'image en mouvement » autour de pôles régionaux (Lille et Marseille), mouvement qui a participé au développement économique des territoires concernés sans pouvoir supplanter, sur cette filière de l'image, l'hégémonie parisienne.

Mathilde Gautier analyse enfin le fonctionnement socioéconomique des librairies-boutiques des musées d'art en Europe. Elle montre que leur rôle est à la fois culturel (faire connaître le musée et les œuvres qui y sont présentées) et économique (compenser la baisse des subventions publiques), mais qu'il s'agit d'activités de plus en plus souvent externalisées (confiées à une entreprise spécialisée). En définitive, les librairies-boutiques de musées ne sont-elles pas symptomatiques des paradoxes de la régulation d'activités culturelles d'intérêt général de plus en plus exposées à la marchandisation ?

L'ouvrage se termine par deux postfaces.

Philippe Teillet revient sur les faiblesses (en particulier la faible « capitalisation » des résultats produits dans des contextes disciplinaires et théoriques très variables) et les « points aveugles » de l'analyse des politiques culturelles (les mobilisations collectives, la dimension politique - au sens de *politics* - des politiques culturelles, la réflexion sur les modèles économiques de la culture, l'eupéanisation et la territorialisation, l'évaluation des politiques culturelles).

Cécile Martin pose quant à elle la question de l'utilité des travaux scientifiques concernant la définition des politiques culturelles ; elle évoque une articulation difficile entre domaines de la recherche et du politique : les chercheurs se méfiant des politiques (effets de la commande sur la définition de l'objet, crainte d'être embarqué dans des processus de légitimation de dispositifs politiques) et les politiques n'utilisant que trop peu les nombreux travaux scientifiques disponibles - qu'ils sollicitent en partie - pour élaborer leurs actions, préférant suivre les conseils des gestionnaires et technocrates qui les entourent.

## Conclusion

Cet ouvrage collectif est incontestablement une lecture utile pour les acteurs de l'action culturelle, les artistes, les politiques, les fonctionnaires et les professionnels.

Terminons par une réflexion de Guy Saez sur le développement culturel :

*« Le développement culturel s'est rarement créé à partir de slogans ou d'un plan marketing aussi tonitruant fût-il. Il se crée à partir de la constitution lente d'une action collective, par des mobilisations d'amateurs, d'artistes et des revendications qui parviennent à enclencher un processus de création d'un public et des institutions en qui il se reconnaît. Ce processus d'institutionnalisation est durable, et sans doute irréversible dès qu'il est enclenché parce qu'il est perçu comme légitime par la population, au-delà des cercles sociaux qui participent à sa mise en œuvre. »*

Il est clair que cette publication apporte des éléments cruciaux quant au questionnement sur l'évolution des politiques culturelles en Fédération Wallonie Bruxelles. Elle illustre concrètement des concepts opérationnels qui peuvent être utilisés, notamment dans la définition des acteurs culturels. De tels matériaux se révèlent nécessaires à la construction d'une véritable démocratie culturelle. Il est de notre intérêt de s'en approprier les notions pour que les discussions en cours puissent bénéficier de l'éclairage le plus approfondi possible.

1 SAEZ Guy, SAEZ Jean-Pierre (dir.), 2012. *Les nouveaux enjeux des politiques culturelles. Dynamiques européennes*, Ed. La Découverte.